

Le 11 avril 1975

RAPPORT ANNUEL DU  
REPRESENTANT DU CONSEIL SUPERIEUR

Au 1er janvier 1975 les effectifs scolaires s'élevaient à 9.448 élèves, ce qui constitue une augmentation de près de 600 élèves par rapport au 1er janvier 1974. L'augmentation est particulièrement sensible à Bruxelles et à Luxembourg. Elle résulte en grande partie du développement des sections de langues anglaise et danoise. Cette année encore des demandes d'inscription ont dû être refusées à la suite du manque de locaux de certaines Ecoles.

Les Ecoles européennes de Karlsruhe et de Bergen continuent à se développer de façon satisfaisante ; l'augmentation de leurs effectifs compense largement la très légère diminution qui a été constatée à Mol et à Varese.

Répartition des élèves par cycle d'études  
au 1er janvier 1975

	<u>Maternel</u>	<u>Primaire</u>	<u>Secondaire</u>	<u>Total</u>
Luxembourg	287	862	926	2075
Bruxelles	215	1510	1465	3190
Mol	101	461	497	1059
Varese	171	759	821	1751
Karlsruhe	69	409	348	826
Bergen	101	260	186	547
	944	4261	4243	9448

Corps enseignant au 1er janvier 1975

Luxembourg	112
Bruxelles	196
Mol	86
Varese	113
Karlsruhe	60
Bergen	39
	<hr/> 606

Le nombre des bacheliers des Ecoles européennes a augmenté régulièrement. En 1974, 295 candidats se sont présentés aux épreuves du Baccalauréat européen : 274 candidats ont été reçus. Depuis 1959, date de la première session du Baccalauréat européen, 1954 jeunes filles et jeunes gens ont achevé avec succès leurs études secondaires dans les Ecoles européennes. Et le cap des 2.000 bacheliers sera certainement franchi en 1975, alors que le 1.000ème bachelier européen avait reçu son diplôme en 1970.

Après ces brèves indications chiffrées, je voudrais commenter les principaux problèmes qui se posent actuellement dans le cadre des Ecoles européennes.

\*

\*

\*

## I. PROBLEMES DES LOAUX

### a) Ecole européenne de Luxembourg

La cantine et le complexe sportif ont été achevés au cours de l'année qui vient de s'écouler. L'Ecole européenne de Luxembourg dispose désormais d'un complexe scolaire moderne et adapté à ses besoins. Je crois qu'il est permis de dire que pour elle les problèmes des locaux sont résolus.

Au moment où l'ensemble des travaux de construction des nouveaux bâtiments est achevé, je voudrais une nouvelle fois exprimer au gouvernement luxembourgeois et à sa délégation ma profonde gratitude pour la qualité des locaux qui ont été mis à la disposition de l'Ecole européenne de Luxembourg et pour la rapidité avec laquelle tout a été achevé.

\*

\*

\*

### b) Ecole européenne de Bruxelles

En septembre dernier, l'Ecole européenne de Bruxelles a pu occuper, avec un léger retard, le nouveau bâtiment que le gouvernement belge a construit à Woluwé-Saint-Lambert, pour l'école maternelle et pour l'école primaire. Les classes qui étaient dédoublées y ont été transférées et les cours s'y font dans de bonnes conditions.

Je voudrais saisir cette occasion pour remercier le gouvernement belge et sa délégation pour l'effort qu'ils ont fait une fois de plus en faveur de l'Ecole européenne de Bruxelles.



Je dois souligner d'autre part que les besoins de l'Ecole européenne de Bruxelles sont loin d'être satisfaits. La mise à la disposition de l'Ecole des nouveaux bâtiments de Woluwé a permis à peine d'accueillir les nouveaux élèves qui ont été inscrits cette année. A la suite de l'élargissement des Communautés européennes l'accroissement de la population scolaire est tel que pour la rentrée de septembre 1976 l'Ecole européenne de Bruxelles doit absolument disposer à Woluwé-St-Lambert d'une nouvelle tranche de constructions destinée aux trois ou quatre premières années du cycle secondaire.

Je voudrais insister auprès des autorités belges afin qu'elles prennent toutes les mesures nécessaires pour que la deuxième tranche des bâtiments de Woluwé soit achevée avant les grandes vacances de 1976.

c) Ecole européenne de Varese

Une nouvelle fois je dois signaler le manque de locaux dont souffre l'Ecole européenne de Varese.

L'annexe que le gouvernement italien fait construire à Brebbia pour l'Ecole européenne de Varese n'est toujours pas prête. Les travaux ont été interrompus un mois avant leur achèvement à cause d'un conflit entre l'entrepreneur et le gouvernement italien.

Je me permets d'insister pour que tout soit mis en oeuvre afin que les travaux puissent reprendre dans les plus brefs délais de sorte que les nouveaux bâtiments puissent être occupés lors de la rentrée de septembre 1975.

d) Ecole européenne de Bergen

Comme je l'ai signalé dans mon précédent rapport, le gouvernement néerlandais, fidèle à ses promesses, a décidé de construire les nouveaux bâtiments dont l'Ecole européenne de Bergen a besoin pour son fonctionnement.

A la suite de certains retards, il n'est malheureusement plus possible de prévoir l'achèvement de la première tranche pour l'automne 1975.

J'espère cependant que le retard ne sera pas trop important de sorte que l'Ecole européenne de Bergen pourra disposer bientôt de ses nouveaux locaux.

e) Ecoles européennes de Mol et de Karlsruhe

Aucun problème de locaux ne se pose actuellement dans ces deux écoles.

\*

\*

## II. ELARGISSEMENT DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Les sections anglaise et danoise créées dans les Ecoles européennes de Luxembourg et de Bruxelles à la suite de l'élargissement des Communautés européennes se sont développées à un rythme très rapide.

Pour la section anglaise à côté des classes primaires et maternelles se sont ouvertes les quatre premières classes secondaires. Pour la section danoise à côté des classes maternelles et primaires qui fonctionnent à Luxembourg et à Bruxelles un cycle secondaire s'étendant jusqu'à présent jusqu'à la 4ème classe a été ouvert à l'Ecole européenne de Bruxelles.

Le nombre d'élèves a augmenté de façon très sensible dans les sections anglaise et danoise, comme le montrent les chiffres ci-après :

### a) section anglaise

	<u>janvier 1973</u>	<u>janvier 1974</u>	<u>janvier 1975</u>
EE de Luxembourg	13	90	181
EE de Bruxelles	44	231	359
<b>TOTAL</b>	<b>57</b>	<b>321</b>	<b>540</b>

### b) section danoise

	<u>janvier 1973</u>	<u>janvier 1974</u>	<u>janvier 1975</u>
EE de Luxembourg	-	22	39
EE de Bruxelles	-	37	111
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>59</b>	<b>150</b>

Je tiens à remercier une nouvelle fois les gouvernements des nouveaux Etats-membres pour la diligence avec laquelle ils ont désigné les enseignants qu'ils ont détachés auprès des Ecoles européennes et pour le soin qu'ils ont mis à les choisir.



### III. RAPPORTS AVEC LE PARLEMENT EUROPEEN

Au cours de sa réunion des 6 et 7 décembre 1973, le Conseil supérieur m'a donné mandat de prendre contact avec la Commission des Affaires Culturelles et de la Jeunesse du Parlement européen afin que s'institue le dialogue souhaité par cette haute Assemblée (voir p. 44 du compte rendu de la réunion des 6 et 7 décembre 1973).

A la suite des lettres que j'ai adressées au Secrétariat de la Commission des Affaires Culturelles et de la Jeunesse (voir mon rapport au Conseil supérieur de l'année dernière) le contact voulu a pu s'établir. J'ai assisté à quatre réunions de cette Commission parlementaire, au cours desquelles j'ai répondu à un certain nombre de questions concernant les Ecoles européennes.

J'ai également eu des conversations avec Monsieur le Député WALKHOFF, qui a été désigné comme rapporteur sur les Ecoles européennes. J'ai répondu à un questionnaire que M. WALKHOFF avait établi et le Comité du personnel y a aussi répondu de son côté.

Monsieur WALKHOFF rédige un projet de rapport qui sera sans doute soumis prochainement à la Commission des Affaires Culturelles et de la Jeunesse et puis au Parlement européen lui-même.

### IV. PROBLEMES JURIDIQUES

#### a) Ratification de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil supérieur

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères du Grand-Duché de Luxembourg m'a fait connaître le 21 mars 1975 qu'au Grand-Duché de Luxembourg les conditions requises pour l'entrée en vigueur de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg

et le Conseil supérieur de l'Ecole européenne, signé à Luxembourg le 13 octobre 1971, sont accomplies.

Par conséquent conformément à son article 13, l'Accord est entré en vigueur à la date du 21 mars 1975.

Je tiens à remercier très vivement le Gouvernement luxembourgeois et tout particulièrement sa délégation au Conseil supérieur pour les efforts qu'ils ont faits en vue de la ratification de ce document important.

- b) Ratification du Protocole concernant la création d'Ecoles européennes et de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Conseil supérieur

J'ai appris que le Protocole concernant la création d'Ecoles européennes et l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Conseil supérieur ont été soumis au Parlement belge et que ces deux documents sont examinés actuellement par le Sénat.

J'espère que leur ratification interviendra prochainement de sorte que le Protocole aura été ratifié par tous les Etats-membres.

#### V. PROBLEMES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

- a) Tâche des membres des Conseils d'inspection

Suivant la proposition que j'avais faite dans mon rapport de 1974, le Conseil supérieur a bien voulu recommander aux gouvernements de décharger davantage les Inspecteurs de leur tâche nationale de manière à leur permettre d'exercer dans de bonnes conditions leur mission auprès des Ecoles européennes.

J'ai transmis cette recommandation du Conseil supérieur par lettre aux différentes délégations.



Jusqu'à présent les réponses sont restées très rares.

b) Statut du personnel enseignant

Le Conseil supérieur a approuvé par la voie de la procédure écrite les propositions du Comité administratif et financier relatives aux émoluments du personnel enseignant (document 75-D-71/1 du 3 février 1975).

Conformément à la décision du Conseil supérieur les nouvelles dispositions ont été appliquées dans les Ecoles européennes avec effet au 1er juillet 1974.

Le Conseil supérieur a également approuvé par la voie de la procédure écrite les propositions du Comité administratif et financier relatives aux barèmes des traitements du Représentant du Conseil supérieur (document 75-D-61/1 du 3 février 1975).

En outre par règlements du 4 juin 1974, du 17 décembre 1974 et du 18 mars 1975, le Conseil des Ministres des Communautés européennes a modifié les coefficients correcteurs applicables aux différents sièges. Conformément à l'article 23 du Statut du personnel enseignant les nouveaux coefficients correcteurs ont été également appliqués aux enseignants avec effet pour la première décision au 1er janvier 1974, pour la 2ème décision au 1er juillet 1974 et pour la 3ème décision au 1er janvier 1975.

	Anciens coefficients (1.7.1973)	Coefficients appliqués à partir du 1.1.1974	Coefficients appliqués à partir du 1.7.1974	Coefficients appliqués à partir du 1.1.1975
Belgique	117	122,5	132,3	141,6
République Fédérale d'Allemagne	112,5	116,8	121,6	124,4
Italie	118,4	126,6	141,6	159
Grand-Duché de Luxembourg	117	122,5	132,3	141,6
Pays-Bas	118,4	122,3	129,3	135,8

c) Financement du budget de l'Ecole européenne de Luxembourg

Au cours de sa réunion de décembre 1971 le Conseil supérieur a décidé d'appliquer pour le financement du budget de l'Ecole européenne de Luxembourg les règles qui sont appliquées aux autres Ecoles européennes. Cette décision a eu pour effet d'éliminer pour l'avenir les difficultés que le Représentant du Conseil supérieur a signalées dans son rapport de 1970.

Cependant malgré plusieurs rappels il reste encore un vestige de l'ancien système : quelques Etats-membres ont encore auprès de l'Ecole européenne de Luxembourg des comptes débiteurs, qui ne se résorbent que très lentement. Je voudrais insister pour qu'ils versent le plus rapidement possible le montants qu'ils doivent encore et qui ne sont d'ailleurs plus très élevés de manière que les comptes relatifs à l'ancien système puissent être définitivement clôturés.

VI. PROBLEMES PEDAGOGIQUES

a) Réforme de l'école maternelle et de l'école primaire

Sur base du rapport établi par Monsieur l'Inspecteur Général CHRISTIAENS, qui entre-temps a pris sa retraite, le Conseil supérieur a arrêté en décembre 1972 les principes d'une réforme de l'école maternelle et de l'école primaire.

A la suite du mandat du Conseil supérieur, le Comité pédagogique a chargé deux groupes de travail de préparer la mise en application de la réforme. Ces deux groupes, présidés par M. STERGES pour les problèmes de l'école maternelle et par M. COSTERS pour ceux de l'école primaire, ont élaboré un plan cadre d'activités pour l'école maternelle et un document sur la réforme de l'école primaire. Après y avoir apporté quelques légères modifications le Conseil d'inspection les a soumis au Conseil supérieur, qui les a approuvés en décembre 1974.



Ainsi un pas important a été fait pour la réforme de l'école maternelle et de l'école primaire. Je tiens à remercier tout particulièrement Messieurs STERGES, COSTERS et leurs collaborateurs pour l'excellent travail qu'ils ont effectué.

Le groupe de travail présidé par M. COSTERS continue à siéger pour étudier les problèmes pratiques et financiers que posera la mise en route de la réforme et pour essayer d'y apporter des solutions.

b) Réforme de l'école secondaire

Un groupe de travail présidé par Monsieur l'Inspecteur Général DETHIER prépare une réforme de l'école secondaire. Comme le problème figure à l'ordre du jour de la réunion, le Conseil supérieur aura l'occasion de l'approfondir lors de l'examen des points B.

c) Détachement de nouveaux enseignants auprès des Ecoles européennes.

Le Conseil supérieur a approuvé au cours des dernières années plusieurs réformes importantes, qui concernent notamment la pédagogie de l'école maternelle et de l'école primaire, l'enseignement des mathématiques, l'enseignement des langues et le baccalauréat.

Ces réformes ne peuvent réussir que si le personnel enseignant est en mesure de les appliquer. Et aussi bien les enseignants que les Ecoles européennes elles-mêmes ont fait un gros effort de recyclage.

Or il est arrivé assez fréquemment ces derniers temps que des gouvernements détachent auprès des Ecoles européennes des enseignants qui n'avaient pas la formation requise pour enseigner les mathématiques dites modernes et qui ne savaient d'autre langue que leur langue maternelle. Ces enseignants remplaçaient souvent des collègues rappelés qui avaient été recyclés par l'Ecole européenne.



Je voudrais insister particulièrement auprès des gouvernements pour qu'ils ne détachent auprès des Ecoles européennes que des enseignants qui ont la formation requise pour appliquer les réformes décidées par le Conseil supérieur. Sinon les excellentes décisions de principe qui sont prises risquent de rester lettre morte.

## VII. PROBLEMES DE LA VIE DES ECOLES

### a) Ecole européenne de Bruxelles

Le Conseil supérieur sait que les élèves des 4ème, 5ème, 6ème et 7ème années du cycle secondaire de l'Ecole européenne de Bruxelles ont suspendu le travail en février dernier. Je ne veux pas revenir sur les détails de cette affaire, mais je voudrais souligner quelques aspects du problème.

Il est certain d'abord que des interventions extérieures à l'Ecole et aux Associations représentatives ont largement contribué à envenimer les choses et à rendre malaisée la recherche d'une solution. Je dois préciser que de telles interventions ont eu lieu non seulement pendant les événements, mais également au moment où une solution de compromis était trouvée. Alors que l'Ecole avait surtout besoin de calme et de sérénité, ces interventions risquaient de faire rebondir le conflit.

D'autre part les événements de février ont montré qu'il y a à l'Ecole européenne de Bruxelles un malaise. Celui-ci résulte à mon avis, d'un manque de contact entre ceux qui appartiennent à la communauté scolaire, manque de contact imputable lui-même aux dimensions de l'Ecole. Je dois souligner qu'une école de plus de 3000 élèves - elle en comptera sans doute 3.500 en septembre - est démesurée. C'est pourquoi j'estime qu'il est indispensable d'aller au-delà de la création d'une annexe à Woluwé-Saint-Lambert. Je voudrais proposer au Conseil supérieur de détacher l'annexe de Woluwé du complexe d'Uccle et de créer le plus rapidement possible à Woluwé une deuxième Ecole européenne de Bruxelles avec ses structures propres.

b) Ecole européenne de Mol

L'Adjoint du Directeur pour le cycle secondaire de l'Ecole européenne de Mol est en congé de maladie depuis le début de janvier 1975. Il ne reprendra pas ses fonctions, car il a présenté sa démission avec effet à la fin de l'année scolaire.

Par procédure écrite et sur proposition du Conseil d'administration de l'Ecole, j'ai suggéré au Conseil supérieur de désigner M. Wolfgang WUTKE, qui est professeur à l'Ecole européenne de Mol, comme Adjoint ad interim, en attendant que le Conseil supérieur ait désigné le successeur de l'Adjoint démissionnaire.

La procédure écrite a abouti à une approbation de cette proposition.

### VIII. TRAVAIL DES COMITES DE PREPARATION

Les Comités de préparation, c'est-à-dire, le Comité pédagogique et le Comité administratif et financier, ont poursuivi la tâche importante qui leur est impartie. Les problèmes, qui leur sont soumis, sont de plus en plus nombreux et dans bien des cas ils sont parvenus à proposer des solutions au Conseil supérieur, malgré l'accroissement constant de leurs tâches.

Leur travail a une importance capitale pour le déroulement des réunions du Conseil supérieur, puisqu'il permet à celui-ci d'approuver en point A toute une série de propositions, de concentrer son attention sur les problèmes les plus délicats et de prendre des décisions en parfaite connaissance de cause.

Il faut constater que ces dernières années un très grand nombre de réformes ont été mises en chantier dans les domaines les plus divers. Les Comités de préparation ont fait face aux tâches croissantes qui leur étaient imposées et ont accompli de l'excellent travail.

Je crois cependant qu'il faut aussi constater que certaines limites ne devraient pas être franchies. Les ordres du jour des Comités pédagogiques deviennent tellement chargés qu'il ne leur est plus possible d'examiner tous les points qui leur sont soumis. Je ne réjouis de constater que les choses ont bougé dans les Ecoles européennes et que le Conseil supérieur et les Conseils d'inspection ont voulu que les réformes nécessaires se réalisent.



Cependant j'estime qu'après les multiples modifications qui ont été décidées ou qui sont en préparation (1), une période plus calme serait la bienvenue étant entendu qu'une certaine modération dans les changements ne doit pas être synonyme d'immobilisme.

Une certaine stabilité me paraît souhaitable pour les Ecoles et les enseignants et les élèves, afin d'éviter que ne naisse un sentiment d'insécurité qui pourrait résulter de changements ininterrompus. Une période de calme permettrait aux Ecoles d'approfondir et d'améliorer les nouveautés. Elle soulagerait la tâche du Conseil d'inspection qui risque de devenir écrasante. Le Conseil d'inspection est un rouage capital dans le fonctionnement des Ecoles européennes et il pourrait ne plus être en mesure de s'acquitter de sa mission, si la masse des études qui lui sont demandées s'accroît sans cesse.

Enfin il est vrai que des réformes sont nécessaires, parce que le monde dans lequel nous vivons change et que l'Ecole doit s'adapter à son évolution. Il ne faudrait cependant pas tomber dans l'excès qui consiste à croire que ce qui est neuf est nécessairement meilleur. Les changements aussi doivent se justifier et ne doivent être adoptés que si la nouveauté est meilleure que la solution ancienne.

---

(1) Je songe ici à la réforme de l'école maternelle, à la réforme de l'école primaire, à la réforme de l'enseignement secondaire, à l'introduction de la mathématique moderne à l'école secondaire d'abord, à l'école primaire ensuite, à la modification du système des langues véhiculaires, à la création de nouvelles sections linguistiques, à l'extension de la section sciences économiques, à la création d'une section moderne dans les premières classes du secondaire, à la réforme du Baccalauréat

## IX. PROBLEMES DIVERS

### a) Bulletin pédagogique

Le bulletin pédagogique paraît régulièrement.  
En général 5 numéros sont publiés par année.

Je voudrais inviter une nouvelle fois les enseignants à faire part au Bulletin pédagogique de leurs expériences et des résultats obtenus et aussi à prendre position sur les points de vue qui s'expriment dans les articles de leurs collègues.

### b) Fonds des Publications

Le Fonds des Publications des Ecoles européennes poursuit la préparation d'un Atlas qui sera publié en septembre 1975.

Un manuel d'histoire en langue allemande destinée à la 5ème année secondaire est sorti de presse en septembre 1974.

### c) Réédition des horaires et des programmes

Les horaires et les programmes des Ecoles européennes, qui n'avaient plus été publiés depuis 1963, ont été réédités en langues française et allemande. L'édition italienne sera prête très prochainement et en tout cas avant les vacances d'été.

La traduction du document vers le néerlandais est en cours et j'espère qu'il sera possible de la publier dans le courant de l'année 1976.

La traduction vers l'anglais et le danois demandera plus de temps.



d) Réunion des Conseils interscolaires

Je tiens une nouvelle fois à remercier les conseils interscolaires pour le travail important qu'ils accomplissent dans l'intérêt de l'ensemble des Ecoles européennes. Groupant les représentants des différentes écoles par discipline, ils apportent dans de nombreux domaines une contribution fructueuse à l'amélioration de l'enseignement et ils contribuent à renforcer la cohésion entre les Ecoles européennes et entre les sections linguistiques. Je ne puis assez souligner que l'unité de celles-ci doit rester une de nos préoccupations fondamentales.

En terminant de rapport, je tiens bien entendu à exprimer mes très vifs remerciements à tous ceux, qui, malgré des problèmes difficiles, ont contribué et contribuent au bon fonctionnement des Ecoles européennes. J'ai déjà eu l'occasion de citer les Comités préparatoires et les Conseils interscolaires auxquels je renouvelle mes remerciements. Ma gratitude va également aux Directeurs dont la mission est particulièrement lourde et qui doivent chaque jour régler les nombreux problèmes qui se posent dans chacune des Ecoles ; je tiens tout naturellement à remercier les enseignants qui sont en contact constant avec nos jeunes gens et jeunes filles et dont dépend en tout premier lieu la formation des citoyens de demain ; ma reconnaissance va une fois de plus aussi aux Associations de parents d'élèves, qui dans des circonstances parfois difficiles ont continué à apporter une collaboration franche et loyale aux Ecoles européennes et au Comité du personnel dont les initiatives constituent un des éléments de base des Ecoles européennes. Et enfin je tiens à remercier le Conseil supérieur lui-même qui veille au développement harmonieux des Ecoles européennes et à la qualité de leur travail.



Je ne peux certes pas écrire, comme je l'ai fait en 1971, que le rapport que j'ai l'honneur de vous soumettre est le reflet d'une année calme. Je crois cependant pouvoir affirmer que les Ecoles ont mis tout en oeuvre pour faire face aux difficultés qui se sont présentées. Je suis convaincu aussi que les remous de cette année sont l'expression de difficultés de croissance, mais qu'ils ne mettent pas en cause la valeur et l'avenir de l'Institution. Celle-ci reste fondamentalement saine et solide.

H. LEVARLET

\*

\*

\*